

Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense

Recueil des meilleures pratiques



PRÉFACE

Il y a vingt ans, la chute du régime soviétique venait bouleverser l'équation de la sécurité internationale ; l'un des mérites les plus méconnus de ce bouleversement est d'avoir permis de revisiter la notion selon laquelle la fin justifie toujours les moyens. La finalité de tous les efforts de défense a elle aussi évolué : il ne s'agit plus tant de tenir en échec et de vaincre un ennemi identifié et puissant, mais d'assurer la sécurité au sens large dans un monde instable et multipolaire. Parallèlement, une nouvelle réflexion s'est engagée autour des moyens d'instaurer une sécurité couvrant tous les aspects. Des concepts nouveaux comme la sécurité humaine et la bonne gouvernance sont devenus des éléments centraux de l'action menée par les gouvernements et la communauté internationale pour faciliter la transition entre des structures héritées de la Guerre froide et des sociétés mieux à même d'affronter les défis de la mondialisation.

L'OTAN et ses États membres ont contribué à cette évolution. L'Alliance s'est ouverte à de nouveaux partenaires et à de nouveaux membres. Ayant entrepris d'adapter ses structures – et ses pays membres, de réduire et de réorganiser leurs forces armées –, l'Alliance a prêté une attention croissante aux besoins de réforme pressants de ses partenaires actifs et futurs membres potentiels. Une réforme du secteur de la sécurité a d'abord été encouragée dans des pays qui étaient auparavant, pour l'OTAN, des ennemis en puissance. La réforme étant bien engagée, on a replacé dans une perspective plus globale l'ensemble des transformations en cours, qu'il s'agisse du contrôle parlementaire des forces armées, du respect du droit humanitaire international, ou des nombreuses interactions nécessaires entre militaires et civils, institutions de défense, police, société civile, organisations internationales et organisations non gouvernementales (ONG).

Cette vision beaucoup plus globale du fonctionnement du secteur de la sécurité et de l'ensemble de ses acteurs a rapidement permis de mieux comprendre ce qui doit être fait pour optimiser la sécurité et maximiser la rentabilité des investissements consentis aux niveaux politique, économique et social pour stabiliser des situations de conflit et de tension. Elle a également permis de mieux appréhender le rôle de l'éthique dans la réalisation de l'objectif final qu'est la sécurité durable. Des ONG telles que *Transparency International* ont vu leur crédibilité et leur respectabilité atteindre des niveaux inédits, et un certain nombre de gouvernements ont décidé de se consacrer plus résolument aux perspectives portées par un nouvel esprit d'ouverture et d'efficacité. C'est ainsi qu'une nouvelle initiative a vu le jour dans le cadre du CPEA/PPP. Son intitulé est explicite : *Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense*. Cette initiative (et le fonds d'affectation spéciale servant à la financer) est pilotée par la Pologne, la Suisse et le Royaume-Uni ; elle est un nouveau volet important de la coopération dans le cadre du Plan d'action du Partenariat pour l'établissement d'institutions de défense (PAP-DIB) mis en place il y a quelques années dans le prolongement du sommet d'Istanbul. Les besoins en la matière s'avèrent considérables et doivent être pris en

compte par l'OTAN et certains de ses partenaires dans leurs nouvelles zones d'opérations.

D'emblée, la tâche entreprise par le Secrétariat international de l'OTAN et les pays participant à l'Initiative a bénéficié du soutien et du concours d'acteurs extérieurs tels que *Transparency International*, l'Académie de défense du Royaume-Uni, et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF), qui édite le présent recueil. Le Centre de Genève a en effet acquis une grande expertise des questions liées au renforcement de la transparence, auxquelles il a consacré de nombreuses publications, dont un « Guide pratique pour les parlementaires », coédité avec l'Union interparlementaire et traduit dans une cinquantaine de langues, et un « Vademecum » élaboré avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le thème « Contrôle et orientation », en cours de révision, qui devait être réédité en 2010 comme nouvelle contribution de la Suisse au PPP. Plus généralement, l'engagement du Centre en faveur du PAP-DIB s'est traduit par de multiples contributions, sur des problématiques très variées, qui ont été utiles à différents pays et à la communauté euro-atlantique dans son ensemble. En collaboration avec le Centre de politique de sécurité – Genève (GCSP) et avec les partenaires mentionnés plus haut, le DCAF a organisé plusieurs séminaires et conférences pour faire un bilan de la situation, mettre en avant les meilleures pratiques et introduire la notion d'intégrité dans les programmes de gestion de la défense.

Aux côtés de ses partenaires de l'OTAN, le gouvernement suisse est déterminé, pour sa part, à soutenir le DCAF et le GCSP et à poursuivre les objectifs du Plan d'action du Partenariat en faveur du développement de l'intégrité et du renforcement de la transparence. La tâche à accomplir est immense et complexe, à l'image de l'âme humaine et de ses faiblesses. Mais les résultats d'ores et déjà obtenus par l'action collective en faveur de la réforme du secteur de la défense, de la stabilisation dans les zones sujettes aux conflits et du développement de la coopération internationale sont à la hauteur de la promesse contenue dans cet ouvrage remarquable.

Ambassadeur Jean-Jacques de DARDEL
Chef de la Mission de la Suisse auprès de l'OTAN